

JCDecaux

Rapport financier semestriel 2019

25 juillet 2019

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2019	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2019.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2019	11
Perspectives.....	13
Transactions avec les parties liées	14
Facteurs de risques	15
Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2019	18
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	18
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	23
Rapport des Commissaires aux Comptes	37
Attestation de la personne responsable du rapport semestriel	39

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2019**COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2019**

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +12,1 % à 1 842,3 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +5,2 %, avec un 2^{ème} trimestre en hausse de +5,1 %**
- **Marge opérationnelle ajustée de 306,4 millions d'euros, en hausse de +29,4 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 136,1 millions d'euros, en hausse de +58,6 %**
- **Résultat net part du Groupe de 96,0 millions d'euros, en hausse de +86,8 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de -7,8 millions d'euros, en baisse de -120,3 %**
- **Chiffre d'affaires organique ajusté attendu stable au 3^{ème} trimestre 2019 par rapport au 3^{ème} trimestre 2018**

Paris, le 25 juillet 2019 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2019.

A la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014 et IFRS 16 depuis 1^{er} janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
- pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 6 et 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2019, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Notre chiffre d'affaires de 1 842 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019 est en hausse de +12,1 % en croissance publiée, bénéficiant de l'acquisition d'APN Outdoor, et en hausse de +5,2% en croissance organique, porté par un deuxième trimestre meilleur qu'attendu avec une croissance organique de +5,1 % grâce à l'accélération de la croissance du Mobilier Urbain. Le chiffre d'affaires digital du Groupe, en hausse de +44,2 %, qui représente désormais 23,9% du chiffre d'affaires total, poursuit sa forte progression sur l'ensemble des segments : Mobilier Urbain à +26,6 %, Transport à +40,9 % et Affichage à +161,2 %. La croissance organique du Mobilier Urbain, en hausse de +5,6 %, bénéficie de la bonne performance de la France, du Reste de l'Europe, et de l'Amérique du Nord, ainsi que d'une croissance à deux chiffres en Asie-Pacifique. Le Transport, en hausse de +8,1 %, affiche une bonne performance en Asie-Pacifique malgré la baisse de chiffre d'affaires de nos activités dans les métros en Chine au deuxième trimestre 2019, et réalise une croissance à deux chiffres dans le Reste de l'Europe et en Amérique du Nord. La baisse du chiffre d'affaires organique de l'Affichage de -3,8 % continue d'être impactée par notre plan de réduction de notre patrimoine de grands formats traditionnels au Royaume-Uni et un manque de consolidation dans certaines géographies, alors que notre activité de grands formats digitaux continue de croître à deux chiffres.

Comme anticipé, notre marge opérationnelle totale a augmenté de +220pb à 16,6 %. L'ensemble de nos 3 activités a connu une croissance de sa marge sur la période. Le Mobilier Urbain, le Transport et l'Affichage affichent respectivement une croissance de +30pb, +500pb et +210pb. Cette amélioration de la marge reflète l'effet de levier opérationnel provenant d'une bonne croissance organique du chiffre d'affaires impacté par la digitalisation en cours de nos actifs premium et par les contrats importants gagnés au cours des 2 dernières années ainsi que par la contribution relative d'APN Outdoor.

En ce qui concerne le troisième trimestre 2019 et compte tenu du comparable élevé de l'année dernière ainsi que le non-renouvellement du contrat national déficitaire des aéroports espagnols AENA, nous nous attendons à un chiffre d'affaires organique ajusté stable comparé au troisième trimestre 2018, en raison d'une baisse du chiffre d'affaires en Chine et désormais à Hong Kong, malgré une activité dans les aéroports en croissance. Notre présence géographique

diversifiée, assez unique dans le secteur des media, permet à notre chiffre d'affaires publicitaire d'être plus résilient face à un ralentissement de l'économie mondiale.

Dans un paysage des media de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre exposition grandissante aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains profitables de parts de marchés. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance externe qui se présenteront et à investir significativement en digital. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2019 est en hausse de +12,1 % à 1 842,3 millions d'euros contre 1 643,3 millions d'euros au premier semestre 2018. En base organique (i.e. en excluant l'impact positif lié à la variation des taux de change et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +5,2 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est de +5,7 % au premier semestre 2019.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +11,3 % à 1 002,3 millions d'euros, soit une croissance organique de +5,1 % par rapport au deuxième trimestre 2018. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est en hausse de +5,8 % en organique au deuxième trimestre 2019.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2019			S1 2018			Variation 19/18		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	344,3	446,3	790,6	337,1	405,6	742,7	+2,1%	+10,0%	+6,4%
Transport	368,0	409,0	777,0	293,5	365,9	659,4	+25,4%	+11,8%	+17,8%
Affichage	127,7	147,0	274,7	111,9	129,3	241,2	+14,1%	+13,7%	+13,9%
Total	840,0	1 002,3	1 842,3	742,5	900,8	1 643,3	+13,1%	+11,3%	+12,1%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 19/18		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+0,8%	+9,6%	+5,6%
Transport	+14,5%	+3,0%	+8,1%
Affichage	-4,6%	-3,1%	-3,8%
Total	+5,4%	+5,1%	+5,2%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2019	S1 2018	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Asie-Pacifique	538,6	400,2	+34,6%	+9,5%
Europe ^(b)	472,9	447,4	+5,7%	+6,1%
France	300,6	287,6	+4,5%	+4,5%
Reste du Monde	208,3	208,3	0,0%	-1,7%
Royaume-Uni	171,9	173,2	-0,8%	-1,5%
Amérique du Nord	150,0	126,6	+18,5%	+10,7%
Total	1 842,3	1 643,3	+12,1%	+5,2%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2019 est en hausse de +6,4 % à 790,6 millions d'euros, +5,6 % en organique, porté par une bonne performance en France, dans le Reste de l'Europe et en Amérique du Nord ainsi que par une croissance à deux chiffres en Asie-Pacifique. Le Royaume-Uni est en baisse, impactée par l'interdiction de la publicité pour les produits HFSS (Produits à haute teneur en graisse, en sel et en sucre) à Londres, sur les actifs de TfL.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, croît de +4,9 % comparé au premier semestre 2018.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +10,0 % à 446,3 millions d'euros, soit une croissance organique de +9,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, est en hausse de +9,6 % au deuxième trimestre 2019 par rapport au deuxième trimestre 2018.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2019 est en hausse de +17,8 % à 777,0 millions d'euros, +8,1 % en organique, grâce à une bonne performance en Asie-Pacifique, une croissance à deux chiffres dans le Reste de l'Europe et en Amérique du Nord ; le Royaume-Uni et la France sont en croissance à un chiffre.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +11,8 % à 409,0 millions d'euros, soit une croissance organique de +3,0 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière, principalement en raison d'une baisse du chiffre d'affaires dans notre activité métro en Chine.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2019 augmente de +13,9 % à 274,7 millions d'euros, -3,8 % en organique. La croissance reportée a bénéficié de la contribution d'APN Outdoor. En organique, l'Europe (incluant la France et le Royaume-Uni) et le Reste du Monde sont en baisse. L'Amérique du Nord est en hausse à deux chiffres.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +13,7 % à 147,0 millions d'euros. En organique, le chiffre d'affaires ajusté baisse de -3,1 % comparé à la même période l'année dernière.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Au premier semestre 2019, la marge opérationnelle ajustée du Groupe augmente de +29,4 % à 306,4 millions d'euros contre 236,7 millions d'euros au premier semestre 2018. La marge opérationnelle ajustée représente 16,6 % du chiffre d'affaires, soit +220 points de base de plus que l'année dernière.

	S1 2019		S1 2018		Variation 19/18	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	176,1	22,3%	163,3	22,0%	+7,8%	+30pb
Transport	107,2	13,8%	58,2	8,8%	+84,2%	+500pb
Affichage	23,1	8,4%	15,2	6,3%	+52,0%	+210pb
Total	306,4	16,6%	236,7	14,4%	+29,4%	+220pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2019, la marge opérationnelle ajustée augmente de +7,8 % à 176,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de +30 points de base à 22,3 % par rapport au premier semestre 2018.

Transport : Au premier semestre 2019, la marge opérationnelle ajustée augmente de +84,2 % à 107,2 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de +500 points de base à 13,8 % par rapport au premier semestre 2018, impactée positivement par la bonne croissance organique du chiffre d'affaires et, dans une moindre mesure, par la contribution d'APN Outdoor.

Affichage : Au premier semestre 2019, la marge opérationnelle ajustée augmente de +52,0 % à 23,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de +210 points de base à 8,4 % par rapport au premier semestre 2018, en raison de l'effet relatif d'APN Outdoor. Retraité de la contribution d'APN Outdoor, le taux de marge baisse de -90pb reflétant la baisse du chiffre d'affaires organique.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2019, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de +58,6 %, et s'établit à 136,1 millions d'euros, contre 85,8 millions d'euros au premier semestre 2018. Il représente 7,4 % du chiffre d'affaires, soit 220 points de base de plus qu'au premier semestre 2018 (5,2 %). Pas de variation significative pour la consommation de pièces détachées de maintenance au premier semestre 2019. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse comparé à la même période l'année dernière, en ligne avec nos investissements liés aux gains de nouveaux contrats significatifs et au digital. Le montant des autres produits et charges opérationnels impacte positivement le résultat d'exploitation au premier semestre 2019.

Aucune charge de dépréciation sur le goodwill n'a été enregistrée au premier semestre 2019, comme au premier semestre 2018. Une reprise de provisions pour perte à terminaison de +3,2 millions d'euros et une dépréciation des actifs corporels et incorporels de -0,1 million d'euros ont été comptabilisées au premier semestre 2019 (une reprise de provision pour perte à terminaison de 0,7 million d'euros et une dépréciation des actifs corporels et incorporels de -0,8 million d'euros avaient été comptabilisées au premier semestre 2018).

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de +62,4 % à 139,2 millions d'euros comparé à 85,7 millions d'euros au premier semestre 2018.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2019, les charges d'intérêts sur la dette de loyer IFRS 16, sont de -83,3 millions d'euros contre -71,5 millions d'euros au premier semestre 2018, une variation de -11,8 millions d'euros, venant principalement d'une augmentation des dettes de loyers résultant des nouveaux contrats sécurisés au cours de la période.

Au premier semestre 2019, les autres charges financières nettes, hors IFRS 16 sont de -12,7 millions d'euros contre -11,2 millions d'euros au premier semestre 2018, une variation limitée à -1,5 million d'euros correspondant principalement à des pertes de change alors que nos charges financières baissent légèrement malgré l'augmentation de notre dette nette. Ceci est dû à l'optimisation de nos sources de financement qui nous permet de bénéficier de conditions de marché favorables.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2019, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 38,4 millions d'euros, en légère baisse par rapport au premier semestre 2018 (à 39,2 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2019, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation augmente de +80,8 % et s'établit à 93,1 millions d'euros, contre 51,5 millions d'euros au premier semestre 2018, dont un impact positif de 24,3 millions d'euros lié à l'application d'IFRS 16 sur notre core business, nous conduisant à une reprise de dette de loyers et de droits d'usage relatifs à des renégociations de contrats au cours de la période.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe augmente de +86,8 % à 96,0 millions d'euros comparé à 51,4 millions d'euros au premier semestre 2018.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2019, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 136,6 millions d'euros, comparés à 94,2 millions d'euros, en hausse par rapport à la même période l'année dernière, principalement liés aux nouveaux contrats de Mobilier Urbain en Europe ainsi qu'à la digitalisation de l'ensemble de nos activités.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2019, le cash-flow disponible ajusté est de -7,8 millions d'euros comparé à 38,4 millions d'euros au premier semestre 2018, malgré une augmentation de nos flux opérationnels. Cette baisse est principalement due à une augmentation de nos besoins en fonds de roulement venant des dettes fournisseurs et des stocks malgré une bonne gestion de nos encaissements clients et à des investissements plus élevés, comme attendu, en ligne avec les gains de contrats significatifs au cours des 2 dernières années.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,58 euro par action au titre de l'exercice 2018, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 16 mai 2019, a été versé le 23 mai 2019 pour un montant total de 123,4 millions d'euros.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 30 juin 2019 est de 1 316,2 millions d'euros comparée à une dette nette de 473,8 millions d'euros au 30 juin 2018, principalement en raison de l'acquisition d'APN Outdoor le 31 octobre 2018.

DROITS D'USAGE & DETTES DE LOYERS, IFRS 16

Les droits d'usage, IFRS 16 au 30 juin 2019 sont de 4 618,1 millions d'euros comparés à 4 518,0 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une hausse relative aux nouveaux contrats, contrats étendus et contrats renouvelés, partiellement compensée par l'amortissement des droits d'usage au cours de la période.

Du fait de ce renforcement de notre portefeuille de contrats, les dettes de loyers, IFRS 16 ont augmenté de 31,1 millions d'euros, passant de 5 192,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 à 5 224,0 millions d'euros au 30 juin 2019, l'augmentation des dettes de loyers correspondant à de nouveaux contrats, des contrats étendus et des contrats renouvelés, partiellement compensée par des loyers payés et renégociés au cours de la période.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'usage à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2019, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -190,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-195,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2018) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 651,4 millions d'euros (1 447,8 millions d'euros au premier semestre 2018).
- -53,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 567,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-53,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 474,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2018) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 820,5 millions d'euros (657,4 millions d'euros au premier semestre 2018).
- -40,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 107,7 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-41,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 58,5 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2018) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 202,9 millions d'euros (103,1 millions d'euros au premier semestre 2018).
- -40,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 107,7 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-41,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 58,5 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2018) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 206,0 millions d'euros (103,0 millions d'euros au premier semestre 2018).
- 5,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (4,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2018) ; les investissements IFRS sont donc de -131,1 millions d'euros (-89,8 millions d'euros au premier semestre 2018).
- -1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 554,1 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (-34,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 449,7 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2018) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 545,3 millions d'euros (453,3 millions d'euros au premier semestre 2018).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-2,5 millions d'euros au premier semestre 2019 et -0,3 million d'euros au premier semestre 2018).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini
01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial
01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
CA ajusté 2018	(a)	742,5	900,8	1 643,3
CA IFRS 2019	(b)	753,2	898,2	1 651,4
Impacts IFRS 11	(c)	86,8	104,1	190,9
CA ajusté 2019	(d) = (b) + (c)	840,0	1 002,3	1 842,3
Impacts de change	(e)	(13,1)	(9,4)	(22,5)
CA ajusté 2019 aux taux de change 2018	(f) = (d) + (e)	826,9	992,9	1 819,8
Variation de périmètre	(g)	(44,4)	(46,3)	(90,7)
CA organique ajusté 2019	(h) = (f) + (g)	782,5	946,6	1 729,1
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	+5,4%	+5,1%	+5,2%

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2019
USD	(9,8)
HKD	(7,1)
UAE	(2,5)
GBP	(1,2)
BRL	1,8
Autres	(3,7)
Total	(22,5)

Taux de change moyen	S1 2019	S1 2018
USD	0,8851	0,8262
HKD	0,1129	0,1054
UAE	0,2410	0,2248
GBP	1,1446	1,1367
BRL	0,2303	0,2415

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2019				S1 2018 ⁽¹⁾			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽²⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	1 842,3	(190,9)	-	1 651,4	1 643,3	(195,5)	-	1 447,8
Charges d'exploitation nettes	(1 535,9)	137,4	567,6	(830,9)	(1 406,6)	142,2	474,0	(790,4)
Marge opérationnelle	306,4	(53,5)	567,6	820,5	236,7	(53,3)	474,0	657,4
Pièces détachées de maintenance	(17,6)	0,6	-	(17,0)	(16,9)	0,7	-	(16,2)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(155,1)	11,7	(501,7)	(645,1)	(142,3)	10,8	(415,6)	(547,1)
Autres produits et charges opérationnels	2,4	0,3	41,8	44,5	8,3	0,6	0,1	9,0
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	136,1	(40,9)	107,7	202,9	85,8	(41,2)	58,5	103,1
Charges nettes de dépréciation ⁽³⁾	3,1	-	-	3,1	(0,1)	-	-	(0,1)
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	139,2	(40,9)	107,7	206,0	85,7	(41,2)	58,5	103,0

⁽¹⁾ Les données 2018 sont retraitées de l'application IFRS 16 applicable au 1^{er} janvier 2019.

⁽²⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

⁽³⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2019				S1 2018 ⁽¹⁾			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽²⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽²⁾
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	191,0	0,6	520,7	712,3	170,1	(18,4)	435,5	587,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(62,2)	(7,1)	33,4	(35,9)	(37,5)	(20,8)	14,2	(44,1)
Flux nets des activités opérationnelles	128,8	(6,5)	554,1	676,4	132,6	(39,2)	449,7	543,1
Investissements	(136,6)	5,5	-	(131,1)	(94,2)	4,4	-	(89,8)
Cash-flow disponible	(7,8)	(1,0)	554,1	545,3	38,4	(34,8)	449,7	453,3

⁽¹⁾ Les données 2018 sont retraitées de l'application IFRS 16 applicable au 1^{er} janvier 2019.

⁽²⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2019

Principaux contrats remportés

- **Asie-Pacifique**

En janvier, JCDecaux a annoncé que sa filiale japonaise MCDecaux (JCDecaux : 85 % ; Mitsubishi Corporation : 15%) a remporté le contrat de concession publicitaire digitale de Kansai Airports, pour 10 ans.

- **Reste de l'Europe**

En janvier, JCDecaux a annoncé que sa filiale néerlandaise, JCDecaux Pays-Bas, a remporté, à la suite d'un appel d'offres, un nouveau contrat exclusif de 11 ans (8+3) portant sur l'ensemble du mobilier urbain publicitaire analogique et digital de la ville de Rotterdam.

En février, JCDecaux a annoncé que sa filiale espagnole a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat publicitaire du mobilier urbain analogique et digital de la ville de Bilbao (346 332 habitants), pour une durée de 15 ans.

- **France**

En février, JCDecaux a annoncé avoir remporté le contrat de concession de services des colonnes et mâts porte-affiches de la Ville de Paris, pour une durée de 8 ans, à la suite d'une mise en concurrence.

En mars, JCDecaux a annoncé avoir commencé le déploiement de son mobilier urbain intelligent et digital dans 34 villes des Hauts-de-Seine (population totale : près d'1,6 million habitants), dans le cadre de son nouveau contrat exclusif avec le Conseil Départemental.

En avril, JCDecaux a annoncé avoir remporté le contrat des abris-voyageurs du Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC) de l'agglomération grenobloise pour une durée de 12 ans.

- **Reste du Monde**

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Abu Dhabi s'est vue attribuer par Abu Dhabi Airports Company la concession publicitaire exclusive du nouveau Midfield Terminal de l'aéroport international d'Abou Dhabi, pour 10 ans.

- **Royaume-Uni**

En février, JCDecaux a annoncé avoir signé, à la suite d'un appel d'offres, le contrat des abribus publicitaires du district londonien de Camden. Ce contrat couvre une grande partie du centre de Londres, où se trouvent le siège social de Google au Royaume-Uni, St. Pancras International (gare Eurostar) et le British Museum.

Autres événements

- **Groupe**

En février, JCDecaux a annoncé le lancement de AAM (Airport Audience Measurement), la première mesure d'audience internationale dans l'univers de l'aéroport.

En février, JCDecaux a annoncé deux nominations en cohérence avec sa politique de promotion interne. Elles sont effectives depuis le 1^{er} mars 2019. Jérôme d'Héré est nommé Directeur Fusions, Acquisitions et Développement Groupe. Caroline Burtin est nommée Directeur Adjoint Fusions, Acquisitions et Développement Groupe.

En mai, JCDecaux a annoncé avoir signé avec Kepler Cheuvreux ont signé le 26 avril 2019 un contrat de liquidité portant sur l'animation des actions de la société JCDecaux S.A. admises aux négociations sur Euronext Paris.

- **Reste de l'Europe**

En janvier, JCDecaux a annoncé qu'Hannelore Majoor a été nommée Directrice Générale de sa filiale néerlandaise, JCDecaux Pays-Bas.

- **France**

En janvier, JCDecaux a annoncé à la suite de la publication des conclusions de l'ANFR (Agence Nationale des Fréquences) en décembre 2018, démontrant la pertinence des small cells installées dans les mobiliers urbains de JCDecaux, que le Groupe accompagnera des opérateurs de télécommunication français dans le déploiement de small cells au sein d'une douzaine de villes françaises en 2019. Pour cela, il s'appuiera sur des projets pilotes conduits avec ces opérateurs sur le territoire national depuis 2016.

- **Royaume-Uni**

En janvier, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Royaume-Uni renforce son équipe de direction dans le cadre de la transformation digitale de son activité. Spencer Berwin et Philip Thomas ont quitté leurs fonctions de Co-Directeurs Généraux fin mars 2019 pour endosser de nouvelles responsabilités en tant que directeurs non exécutifs directement rattachés à Jean-François Decaux. Ont été promus deux directeurs de JCDecaux, Chris Collins, Directeur Général des

pôles Gare et Retail, et Dallas Wiles, Directeur commercial. Ils sont les nouveaux Co-Directeurs Généraux de JCDecaux Royaume-Uni.

En mars, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Royaume-Uni a reçu, le 26 mars dernier, le 2^{ème} prix « Best Environmental Sustainability Programme » dans la catégorie fournisseurs, lors de la conférence Sedex qui se tenait à Londres.

- ***Amérique du Nord***

En avril, JCDecaux a annoncé qu'Alan Sullivan a été nommé au poste de Co-Directeur Général de JCDecaux Amérique du Nord. Alan Sullivan prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} septembre 2019.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2018, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le troisième trimestre 2019 et compte tenu du comparable élevé de l'année dernière ainsi que le non-renouvellement du contrat national déficitaire des aéroports espagnols AENA, nous nous attendons à un chiffre d'affaires organique ajusté stable comparé au troisième trimestre 2018, en raison d'une baisse du chiffre d'affaires en Chine et désormais à Hong Kong, malgré une activité dans les aéroports en croissance. Notre présence géographique diversifiée, assez unique dans le secteur des médias, permet à notre chiffre d'affaires publicitaire d'être plus résilient face à un ralentissement de l'économie mondiale. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 8 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés » en page 35 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité du Groupe

- Réputation du Groupe et non-respect de l'éthique des affaires

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux différents marchés publics et privés.

Dès 2001, le Groupe a mis en place des règles éthiques applicables à l'ensemble de ses activités, et les a régulièrement revues depuis, tout en assurant leur large diffusion au sein de ses filiales.

- Dépendance à l'égard des dirigeants

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés.

Le Comité des rémunérations et des nominations a établi un plan de succession des membres du Directoire si cela devait se produire.

- Risques liés à la conjoncture économique

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité.

Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

- Risques de contrepartie liés à la dépendance vis-vis des clients et des fournisseurs

Le Groupe dispose d'un portefeuille de clients diversifié, et recourt à un nombre important de fournisseurs mais n'est pas en situation de dépendance vis-à-vis d'un client ou d'un fournisseur.

- Risques liés aux contrats de droit public

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des contrats publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger.

2. Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la réglementation particulière applicable au Groupe

Le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

- Risques liés aux litiges en cours

Le Groupe est partie à un certain nombre de contentieux dans le cadre de la conduite normale de ses affaires.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont la Société est informée, y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle

Le Groupe est propriétaire dans le monde entier de marques, dessins et modèles, brevets et noms de domaine.

Le Groupe protège par des droits exclusifs, tant en France que dans les principaux pays dans lesquels il exerce son activité, les éléments de propriété intellectuelle essentiels qu'il utilise dans la conduite de son activité.

3. Risques liés à la croissance externe

- Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe est amené à réaliser des acquisitions de sociétés ayant pour activité la communication extérieure sur le marché français mais aussi sur des marchés étrangers.

Afin de limiter les risques liés aux acquisitions, l'opportunité de chaque acquisition fait l'objet d'une analyse approfondie par la Direction Générale, la Direction des Fusions-Acquisitions et Développement du Groupe et la Direction Juridique Groupe. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le Groupe s'entoure de conseils spécialisés.

- Risques liés à l'environnement géopolitique

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

Le développement international du Groupe induit une répartition géographique diversifiant et limitant la concentration de ce risque sur un pays donné.

4. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

L'objectif du Groupe est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à la protection de la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités.

6. Risques liés au non-respect des droits humains

- Risques liés au non-respect des droits humains des collaborateurs

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 75 pays et 24% des ETP du Groupe se situe dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe JCDecaux bénéficie du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

- Risques liés au non-respect des droits humains des fournisseurs

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseur dont il requiert la signature.

7. Risques liés à la santé et à la sécurité des collaborateurs et des sous-traitants

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2018, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents de par ses activités. L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Notre engagement : déployer une Politique Santé-Sécurité Groupe », du Document de Référence.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec l'article 173 de la loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 sont décrits ci-dessous.

8. Risques environnementaux

- Risques liés au changement climatique, mesures de réduction des risques et stratégie bas carbone

Des risques liés à des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents ou à l'élévation du niveau de la mer peuvent impacter l'activité du Groupe localement.

Le Groupe, au travers de sa stratégie développement durable, a mis en place diverses mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation du changement climatique.

- **Risques environnementaux liés à l'activité**

Les risques environnementaux liés à l'activité du Groupe sont très limités. Néanmoins, le Groupe a identifié un site ICPE soumis à déclaration en France qui fait l'objet de tous les contrôles et suivis requis.

Le Groupe a mis en place des mesures de suivi des risques liés à ce site et des contrôles réguliers sont effectués pour réduire au maximum les risques environnementaux liés à ce site.

9. Assurances - Couverture des risques

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il est présent, la politique du Groupe est de gérer ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

Pour le second semestre 2019, le Groupe reste soumis aux facteurs de risques habituels et propres à son activité tels que décrit ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2019**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	1 941,2	1 939,0
Autres immobilisations incorporelles	392,3	393,6
Immobilisations corporelles	1 277,1	1 274,1
Droits d'utilisation § 5.1	4 618,1	4 518,0
Titres mis en équivalence	432,0	442,2
Autres actifs financiers	83,7	80,8
Impôts différés actif	134,6	145,8
Créances d'impôts sur les sociétés	1,1	1,1
Autres créances	16,9	18,3
ACTIFS NON COURANTS	8 897,0	8 812,9
Autres actifs financiers	25,2	30,2
Stocks	217,9	159,4
Instruments financiers dérivés § 5.3	1,8	4,9
Clients et autres débiteurs	1 006,4	1 003,8
Créances d'impôts sur les sociétés	45,8	18,4
Actifs financiers de trésorerie § 5.3	57,4	81,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie § 5.3	132,3	112,3
ACTIFS COURANTS	1 486,8	1 410,2
TOTAL DES ACTIFS	10 383,8	10 223,1

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018 Retraité ⁽¹⁾
Capital	3,2	3,2
Primes	608,3	606,4
Réserves consolidées	1 540,7	1 473,3
Résultat net part du Groupe	96,0	192,4
Autres éléments des capitaux propres	-164,2	-165,9
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 084,0	2 109,4
Participations ne donnant pas le contrôle	40,3	32,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 5.2 2 124,3	2 141,6
Provisions	338,5	332,8
Impôts différés passif	76,7	60,5
Dettes financières	§ 5.3 1 056,6	1 062,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	90,3	87,8
Dettes locatives	§ 5.4 4 104,5	4 162,7
Autres créditeurs	16,2	15,0
Passifs d'impôt exigible	0,2	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 5.3 0,0	0,2
PASSIFS NON COURANTS	5 683,0	5 721,9
Provisions	55,1	61,6
Dettes financières	§ 5.3 441,0	289,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	4,6	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 5.3 3,1	1,3
Dettes locatives	§ 5.4 1 119,5	1 030,2
Fournisseurs et autres créditeurs	922,7	904,6
Passifs d'impôt exigible	23,5	43,4
Concours bancaires	§ 5.3 7,0	24,3
PASSIFS COURANTS	2 576,5	2 359,6
TOTAL DES PASSIFS	8 259,5	8 081,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	10 383,8	10 223,1

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2019	1er semestre 2018 Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.5	1 651,4	1 447,8
Coûts directs d'exploitation		-556,3	-525,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-274,6	-265,3
MARGE OPÉRATIONNELLE		820,5	657,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-642,0	-547,2
Perte de valeur des goodwill		0,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-17,0	-16,2
Autres produits opérationnels		55,4	14,9
Autres charges opérationnelles		-10,9	-5,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 5.6	206,0	103,0
Charges d'intérêts sur loyers IFRS 16		-83,3	-71,5
<i>Produits financiers</i>		2,7	4,5
<i>Charges financières</i>		-17,9	-16,0
Résultat financier hors IFRS 16		-15,2	-11,5
RÉSULTAT FINANCIER	§ 5.7	-98,5	-83,0
Impôts sur les bénéfices	§ 5.8	-35,2	-4,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.9	38,4	39,2
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		110,7	54,4
Résultat des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		110,7	54,4
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 5.10	-14,7	-3,0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		96,0	51,4
Résultat de base par action (en euros)		0,451	0,242
Résultat dilué par action (en euros)		0,451	0,241
Nombre moyen pondéré d'actions		212 843 450	212 751 681
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 889 680	212 853 014

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2019	1er semestre 2018 Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		110,7	54,4
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		4,7	-7,2
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-0,2	-1,8
Couverture des flux de trésorerie		-0,3	3,5
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,3	-0,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		3,9	1,0
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		8,4	-5,0
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-9,1	2,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		2,4	-0,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-0,1	0,0
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-6,8	1,6
Total des autres éléments du résultat global		1,6	-3,4
RÉSULTAT GLOBAL		112,3	51,0
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		15,0	3,4
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		97,3	47,6

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Sur le premier semestre 2019, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement +2,7 millions d'euros sur le Mexique.

Sur le premier semestre 2018 retraité, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -8,6 millions d'euros sur le Brésil, -3,5 millions d'euros sur l'Angola, -3,3 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, -1,1 million d'euros sur la Suède, -1,0 million d'euros sur l'Australie, +2,0 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis, +2,9 millions d'euros sur le Mexique et +8,5 millions d'euros sur Hong Kong.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2018

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2018 publiés	3,2	602,4	0,0	1 862,2	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 350,2	60,6	2 410,8
Retraitement IFRS 16				-261,0			-28,2				-28,2	-289,2	-27,1	-316,3
Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraités ⁽¹⁾	3,2	602,4	0,0	1 601,2	-0,2	-0,1	-93,9	0,9	-53,3	0,8	-145,8	2 061,0	33,5	2 094,5
Augmentation / Diminution de capital ⁽²⁾		2,0									0,0	2,0	0,2	2,2
Distributions de dividendes				-119,1							0,0	-119,1	-12,6	-131,7
Palements en actions		0,5									0,0	0,5	0,0	0,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾											0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				-4,4							0,0	-4,4	-0,4	-4,8
Résultat de l'ensemble consolidé				51,4							0,0	51,4	3,0	54,4
Autres éléments du Résultat global					2,5		-7,9		1,6		-3,8	-3,8	0,4	-3,4
Résultat global	0,0	0,0	0,0	51,4	2,5	0,0	-7,9	0,0	1,6	0,0	-3,8	47,6	3,4	51,0
Autres											0,0			0,0
Capitaux propres au 30 juin 2018 retraités ⁽¹⁾	3,2	604,9	0,0	1 529,1	2,3	-0,1	-101,8	0,9	-51,7	0,8	-149,6	1 987,6	24,1	2 011,7

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(3) Il n'y a pas sur le premier semestre 2018 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -0,3 million d'euros sur le premier semestre 2018.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2019

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2018 publiés	3,2	606,4	0,0	1 954,2	1,7	-0,1	-84,7	0,9	-53,7	0,8	-135,1	2 428,7	62,1	2 490,8
Retraitement IFRS 16				-288,5			-30,8				-30,8	-319,3	-29,9	-349,2
Capitaux propres au 31 décembre 2018 retraités ⁽¹⁾	3,2	606,4	0,0	1 665,7	1,7	-0,1	-115,5	0,9	-53,7	0,8	-165,9	2 109,4	32,2	2 141,6
Augmentation / Diminution de capital ⁽²⁾		1,8		0,0								1,8	0,4	2,2
Rachat d'actions propres			-1,0									-1,0	0,0	-1,0
Distributions de dividendes				-123,4								-123,4	-9,6	-133,0
Palements en actions		0,1										0,1	0,0	0,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾												0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				-0,5			0,4				0,4	-0,1	2,5	2,4
Résultat de l'ensemble consolidé				96,0								96,0	14,7	110,7
Autres éléments du Résultat global							8,2		-6,9		1,3	1,3	0,3	1,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	96,0	0,0	0,0	8,2	0,0	-6,9	0,0	1,3	97,3	15,0	112,3
Autres				-0,1								-0,1	-0,2	-0,3
Capitaux propres au 30 Juin 2019	3,2	608,3	-1,0	1 637,7	1,7	-0,1	-106,9	0,9	-60,6	0,8	-164,2	2 084,0	40,3	2 124,3

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(3) Il n'y a pas sur le premier semestre 2019 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -2,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	1er semestre 2019	1er semestre 2018 Retraité ⁽¹⁾
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat net avant impôts	145,9	54,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.9 -38,4	-34,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	53,7	43,6
Charges liées aux paiements en actions	0,1	0,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	640,6	546,7
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-8,1	-12,3
Gains et pertes sur contrats de location	-41,6	-0,2
Charges nettes d'actualisation	4,7	2,5
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	88,5	77,0
Dérivés financiers, résultat de change et autres	2,2	2,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-35,9	-44,1
Variation des stocks	-56,8	-45,4
Variation des clients et autres créances	8,8	-15,8
Variation des fournisseurs et autres dettes	12,1	17,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	811,7	636,1
Intérêts payés sur loyers IFRS 16	-74,2	-64,2
Intérêts financiers payés	-11,5	-22,2
Intérêts financiers reçus	2,1	4,3
Impôt sur le résultat payé	-51,7	-10,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	676,4	543,1
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-140,5	-103,6
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽²⁾	-0,8	0,0
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-1,1	-2,8
Total Investissements	-142,4	-106,4
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	9,4	13,8
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽²⁾	1,0	2,9
Cessions d'autres immobilisations financières	3,8	4,0
Total Désinvestissements	14,2	20,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-128,2	-85,7
Distribution mise en paiement	-133,0	-131,7
Rachat d'actions propres	-1,0	-
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-2,9	-0,6
Remboursement d'emprunts à long terme	-28,9	-523,6
Remboursement des dettes locatives	-554,1	-449,7
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	24,6	222,3
Besoin de trésorerie (Financement)	-695,3	-883,3
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	4,7	-
Augmentation des capitaux propres	2,2	2,2
Augmentation des emprunts à long terme	176,6	5,8
Dégagement de trésorerie (Financement)	183,5	8,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-511,8	-875,3
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	36,4	-417,9
Trésorerie nette d'ouverture	88,0	715,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	0,9	-10,2
Trésorerie nette de clôture ⁽³⁾	125,3	287,4

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2019 et sur le 1^{er} semestre 2018.

(3) Dont 132,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 7,0 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2019 contre respectivement 298,6 millions d'euros et 11,2 millions d'euros au 30 juin 2018.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2019, arrêtés par le Directoire du 19 juillet 2019, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés résumés semestriels 2019 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- L'IFRS 16 « Contrats de location » ;
- L'IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat » ;
- Les modifications IFRS 9 « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » ;
- Les modifications IAS 28 « Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise » ;
- Les modifications IAS 19 « Avantages du personnel : modification, réduction ou liquidation d'un régime » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2015-2017.

Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 16 sont détaillés au paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ». L'application des autres amendements, interprétations et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2019, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

Le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2019 de perte de valeur significative sur les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation, ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2019 est de 2,3 % pour le Royaume-Uni (contre 2,8 % au 31 décembre 2018) et de 1,0 % pour la zone Euro (contre 1,75 % au 31 décembre 2018). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 1,7 % (contre 1,5 % au 31 décembre 2018) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 1,2 % (contre 1,5 % au 31 décembre 2018).

2. CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

2.1. Principes comptables, jugements et estimations

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective complète avec retraitement des périodes comparatives dans les états financiers.

La norme a conduit à reconnaître au passif du bilan une dette sur les contrats de location, au titre des loyers fixes (ou faisant l'objet d'une revalorisation sur base d'un indice) et des minimums garantis, en contrepartie, à l'actif, d'un droit

d'utilisation amorti linéairement sur la durée de location ou d'utilisation de l'actif sous-jacent. Les redevances variables basées sur le chiffre d'affaires sont exclues de la dette locative et sont inscrites en compte de résultat opérationnel lorsqu'elles sont encourues.

La charge fixe de loyer dans la marge opérationnelle est remplacée par l'amortissement du droit d'utilisation comptabilisé en résultat d'exploitation et la charge financière sur la dette de loyer enregistrée en résultat financier. La norme est sans effet sur le résultat net sur la durée du contrat avec un impact défavorable en début de contrat qui se retourne dans le temps du fait des charges d'intérêt dégressives.

La dette nette du Groupe exclue la dette de location (la dette relative aux contrats en cours à la date de transition qualifiés de location financement sous IAS 17 est également exclue).

L'application d'IFRS 16 est sans effet sur la variation de trésorerie du Groupe, elle a néanmoins un effet positif sur les flux opérationnels, impactés uniquement par le paiement des intérêts de la dette de loyer, le remboursement du principal affectant les flux de financement.

Le groupe constate des impôts différés sur les contrats de location comptabilisés sous IFRS 16 dès la comptabilisation initiale.

Le Groupe a opté pour la mesure de simplification consistant à ne pas redéterminer si un contrat constitue ou non un contrat de location à la date première application, en s'appuyant sur les analyses réalisées dans le cadre de l'application de la norme IAS 17 et de l'interprétation IFRIC 4. Par ailleurs, les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme IFRS 16 – contrats d'une durée inférieure ou égale à douze mois et location de biens de faible valeur – ont été utilisées.

Le montant du passif dépend des hypothèses retenues au titre de la durée des engagements et des taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque contrat sur la base du taux swap de la devise du contrat, du cross currency basis et du risque de crédit du Groupe (sauf cas particulier), et par référence à sa durée.

La durée de contrat retenue est en général celle du contrat initial considérée comme raisonnablement certaine, sans prise en compte d'hypothèse de renouvellement sur lequel le Groupe n'a pas la main, sauf cas particulier. Concernant les options de renouvellement ou de résiliation, en ligne avec l'application d'IFRS 16 :

- La date de fin raisonnablement certaine est prise en compte dans le calcul de la dette locative. C'est donc uniquement lorsque l'exercice de l'option d'extension (ou de fin anticipée) est raisonnablement certain que la durée associée est retenue ;
- Une option d'extension (ou de fin anticipée) n'est retenue que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer l'option ;
- La durée additionnelle (ou de fin anticipée) est retenue sur la base de ce que prévoit le contrat.

2.2. Description des contrats

Plus de 20 000 contrats ont été identifiés dans plus de 75 pays, essentiellement des contrats conclus avec les municipalités, les aéroports, les compagnies de transport, les centres commerciaux et les bailleurs privés, qui permettent à JCDecaux de disposer d'emplacements en vue d'installer des supports publicitaires nécessaires à l'activité principale du Groupe. Sur les plus de 20 000 contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 16, près de 90% correspondent à la location d'emplacements publicitaires (Mobilier Urbain, Transport et Affichage), les 10% restants étant constitués de contrats immobiliers et de contrats de véhicules. Les loyers et redevances liés à la location d'emplacements publicitaires représentent avant l'application d'IFRS 16 plus de 50% des charges d'exploitation qui impactent la marge opérationnelle du Groupe, et les 2/3 de ces loyers et redevances liés à la location d'emplacements publicitaires sont des redevances fixes ou fixes en substance qui entrent dans la détermination de la dette locative IFRS 16. Les contrats immobiliers et de véhicules, qui représentent donc une faible partie des contrats éligibles à IFRS 16, n'ont pas de caractéristiques particulières par rapport à ce que l'on peut rencontrer dans d'autres groupes.

Les contrats liés au cœur de métier de JCDecaux ont des caractéristiques dominantes dépendant souvent de l'activité à laquelle ils se rattachent (Mobilier urbain, Transport, Affichage) ou de la géographie (pour des raisons de réglementation ou de pratique de marché locale). Dans les activités de mobilier urbain et de transport, chaque contrat constitue souvent un cas spécifique, avec des modalités contractuelles parfois complexes résultant de négociations directes ou des conditions d'appel d'offres, avec des renégociations de certaines clauses qui peuvent intervenir en cours de vie du contrat, le plus souvent liées aux aléas de marché ou de déploiement opérationnel des structures publicitaires.

Les loyers et redevances fixes ou fixes en substance sont souvent des minima garantis de redevances variables liées au chiffre d'affaires publicitaire généré par les supports publicitaires installés sur les emplacements entrant dans le champ du contrat. C'est le cas de figure dominant dans les activités transport et centres commerciaux. Il est fréquent en mobilier urbain et plus rare en affichage grand format, où la redevance indépendante de la performance commerciale du contrat est le cas de figure le plus répandu.

Les loyers et redevances fixes et/ou fixes en substance ou les minima garantis, peuvent selon les contrats :

- rester au même montant tout au long de la vie du contrat,

- évoluer en fonction d'un indice général (inflation, prix de la construction ...) ou selon le même mécanisme qu'un indice et plus spécifique au contrat (nombre de passagers par exemple dans le transport),
- évoluer tout en restant fixes sur la base des montants annuels prévus au contrat, ce qui est souvent lié à une montée en puissance attendue du chiffre d'affaires publicitaire du fait notamment de l'installation progressive de nouveaux supports, de l'ouverture de nouvelles lignes de métro ou de l'extension d'un aéroport,
- évoluer en fonction d'un pourcentage du montant de redevance total (redevance variable inclus) payé l'année précédente.

La durée des contrats en période initiale est très diverse, puisqu'elle va de 1 an à 35 ans sur la totalité de la population des contrats :

- La durée des contrats pour de l'affichage sur du mobilier urbain va de 1 an à 35 ans, dépendant dans l'essentiel des cas des termes de l'appel d'offres et dans quelques cas de négociation directe avec la collectivité. Cette durée est largement liée au modèle économique choisi par la collectivité dans son cahier des charges, notamment du niveau d'investissement attendu par JCDecaux pour les mobiliers publicitaires et non publicitaires. Plus l'investissement sera lourd, plus la durée sera longue afin d'équilibrer le modèle économique.
- La durée des contrats pour des emplacements liés au transport va de 1 an à 21 ans, dépendant là aussi le plus souvent des termes de l'appel d'offre. La durée du contrat est généralement plus courte et le poids des redevances plus élevé que dans le mobilier urbain, du fait d'un moindre poids des investissements et des coûts opérationnels en proportion du chiffre d'affaires généré par les supports publicitaires.
- La durée des contrats d'affichage grand format va de 1 an à 32 ans. Elle varie beaucoup en fonction des pays, selon la réglementation locale, plus ou moins contraignante, et les pratiques de marché relatives aux relations entre afficheurs et bailleurs privés.

Concernant les modalités d'extension ou de renouvellement :

- Les contrats d'affichage grand format, selon la réglementation ou les pratiques de marché, prévoient le plus souvent un schéma de tacite reconduction ou de renouvellement automatique variant selon les géographies. Dans ce cas la durée appliquée est celle de la clause contractuelle pour laquelle le Groupe est engagé car à chaque fin de période de renouvellement l'une ou l'autre des parties peut mettre fin au contrat.
- Les contrats de mobilier urbain ou de transport peuvent prévoir des périodes d'extension de la durée initiale du contrat, qui dépendent selon les cas de l'accord des deux parties ou d'une seule des parties. Pour l'application de la norme IFRS 16 dans le cadre du contrat initial, les extensions de période contractuelle ne sont considérées que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer cette option, ces cas étant assez rares. Les renouvellements des contrats de mobilier urbain ou de transport se font le plus souvent au travers de nouveaux contrats, après mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence (le plus souvent au travers d'une procédure d'appel d'offre).

Concernant les clauses de fin anticipée : seul un très faible nombre de contrats a été identifié pour lesquels JCDecaux est seul décisionnaire de la fin anticipée. Le plus souvent, l'accord des deux parties est nécessaire ou bien la fin anticipée est conditionnée par un fait générateur externe (force majeure, changement de sens de circulation en affichage grand format, récession économique majeur ou effondrement du marché publicitaire dans certains contrats de transport).

2.3. Impact de l'application rétrospective d'IFRS 16 sur les états financiers 2018

2.3.1. Sur le compte de résultat du premier semestre 2018

Les changements décrits ci-dessus présentent les incidences suivantes sur les différentes lignes du compte de résultat consolidé du premier semestre 2018 :

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2019

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2018 Publié	Impact IFRS 16	1er semestre 2018 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 447,8	0,0	1 447,8
Coûts directs d'exploitation	-1 007,2	482,1	-525,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-278,2	12,9	-265,3
MARGE OPÉRATIONNELLE	162,4	495,0	657,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-113,4	-433,8	-547,2
Perte de valeur des goodw ill	0,0	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-16,2	0,0	-16,2
Autres produits opérationnels	14,7	0,2	14,9
Autres charges opérationnelles	-5,9	0,0	-5,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	41,6	61,4	103,0
Charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	-	-71,5	-71,5
<i>Produits financiers</i>	<i>4,5</i>	<i>0,0</i>	<i>4,5</i>
<i>Charges financières</i>	<i>-16,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-16,0</i>
Résultat financier hors IFRS 16	-11,6	0,1	-11,5
RÉSULTAT FINANCIER	-11,6	-71,4	-83,0
Impôts sur les bénéfices	-9,6	4,8	-4,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	38,6	0,6	39,2
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	59,0	-4,6	54,4
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	59,0	-4,6	54,4
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>-3,0</i>
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	57,5	-6,1	51,4
Résultat de base par action (en euros)	0,270	-0,029	0,242
Résultat dilué par action (en euros)	0,270	-0,029	0,241
Nombre moyen pondéré d'actions	212 751 681	212 751 681	212 751 681
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	212 853 014	212 853 014	212 853 014

2.3.2. Sur l'état de situation financière au 31 décembre 2018

Les changements décrits ci-dessus ont les effets détaillés ci-après au 31 décembre 2018 sur les différentes lignes de l'état de situation financière, avec un effet de -349,2 millions d'euros sur les capitaux propres :

Actifs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 Publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité
Goodwill	1 940,9	-1,9	1 939,0
Autres immobilisations incorporelles	393,6	0,0	393,6
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	1 293,0	-18,9	1 274,1
Droits d'utilisation		4 518,0	4 518,0
Titres mis en équivalence	468,2	-26,0	442,2
Autres actifs financiers	90,1	-9,3	80,8
Impôts différés actif	101,6	44,2	145,8
Créances d'impôts sur les sociétés	1,1	0,0	1,1
Autres créances	31,2	-12,9	18,3
Actifs non courants	4 319,7	4 493,2	8 812,9
Autres actifs financiers	30,2	0,0	30,2
Stocks	159,4	0,0	159,4
Instruments financiers dérivés	4,9	0,0	4,9
Clients et autres débiteurs	1 035,6	-31,8	1 003,8
Créances d'impôts sur les sociétés	18,4	0,0	18,4
Actifs financiers de trésorerie	81,2	0,0	81,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112,3	0,0	112,3
Actifs courants	1 442,0	-31,8	1 410,2
Total des Actifs	5 761,7	4 461,4	10 223,1

(1) Reclassement des immobilisations corporelles en location financement sur la ligne Droits d'utilisation

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 Publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité
Capital	3,2	0,0	3,2
Primes	606,4	0,0	606,4
Réserves consolidées	1 734,3	-261,0	1 473,3
Résultat net part du Groupe	219,9	-27,5	192,4
Autres éléments des capitaux propres	-135,1	-30,8	-165,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 428,7	-319,3	2 109,4
Participations ne donnant pas le contrôle	62,1	-29,9	32,2
Total des Capitaux Propres	2 490,8	-349,2	2 141,6
Provisions ⁽¹⁾	395,9	-63,1	332,8
Impôts différés passif	90,0	-29,5	60,5
Dettes financières ⁽²⁾	1 075,7	-12,8	1 062,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	87,8	0,0	87,8
Dettes locatives		4 162,7	4 162,7
Autres créditeurs	17,0	-2,0	15,0
Instruments financiers dérivés	0,2	0,0	0,2
Passifs non courants	1 666,6	4 055,3	5 721,9
Provisions ⁽¹⁾	71,6	-10,0	61,6
Dettes financières ⁽²⁾	296,9	-7,3	289,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	4,6	0,0	4,6
Instruments financiers dérivés	1,3	0,0	1,3
Dettes locatives		1 030,2	1 030,2
Fournisseurs et autres créditeurs	1 162,2	-257,6	904,6
Passifs d'impôt exigible	43,4	0,0	43,4
Concours bancaires	24,3	0,0	24,3
Passifs courants	1 604,3	755,3	2 359,6
Total des Passifs	3 270,9	4 810,6	8 081,5
Total des Capitaux Propres et des Passifs	5 761,7	4 461,4	10 223,1

(1) Reclassement des provisions pour pertes à terminaison en moins des Droits d'utilisation à l'actif de l'état de situation financière conformément à la norme IFRS 16.

(2) Dette de location financement reclassée en Dettes locatives conformément à la norme IFRS 16.

2.3.3. Sur le tableau des flux de trésorerie du premier semestre 2018

Les changements décrits ci-dessus, sans impact sur la variation de la trésorerie nette, présentent les incidences suivantes sur les différentes rubriques du tableau des flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2018 :

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2019
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2018 Publié	Impact IFRS 16	1er semestre 2018 Retraité
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS	68,6	-13,7	54,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-38,6	3,7	-34,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	43,6		43,6
Charges liées aux paiements en actions	0,5		0,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	112,9	433,8	546,7
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	-12,3		-12,3
Gains et pertes sur contrats de location	-	-0,2	-0,2
Charges nettes d'actualisation	2,5		2,5
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	5,7	71,3	77,0
Dérivés financiers, résultat de change et autres	2,3	0,1	2,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-58,3	14,2	-44,1
Variation des stocks	-45,4	0,0	-45,4
Variation des clients et autres créances	-25,0	9,2	-15,8
Variation des fournisseurs et autres dettes	12,1	5,0	17,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	126,9	509,2	636,1
Intérêts payés sur loyers IFRS 16	-	-64,2	-64,2
Intérêts financiers payés	-22,4	0,2	-22,2
Intérêts financiers reçus	4,3		4,3
Impôt sur le résultat payé	-10,9		-10,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	97,9	445,2	543,1
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-103,6		-103,6
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	0,0		0,0
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-2,8		-2,8
Total investissements	-106,4	0,0	-106,4
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	13,8		13,8
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	2,9		2,9
Cessions d'autres immobilisations financières	4,0		4,0
Total désinvestissements	20,7	0,0	20,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-85,7	0,0	-85,7
Distribution mise en paiement	-131,7		-131,7
Décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle	-0,6		-0,6
Remboursement d'emprunts à long terme	-523,6		-523,6
Remboursement des emprunts de location financement	-4,5	4,5	-
Remboursement des dettes locatives	-	-449,7	-449,7
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	222,3		222,3
Besoin de trésorerie (Financement)	-438,1	-445,2	-883,3
Augmentation des capitaux propres	2,2		2,2
Augmentation des emprunts à long terme	5,8		5,8
Dégagement de trésorerie (Financement)	8,0	0,0	8,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-430,1	-445,2	-875,3
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-417,9	0,0	-417,9
Trésorerie nette d'ouverture	715,5	0,0	715,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-10,2		-10,2
Trésorerie nette de clôture	287,4	0,0	287,4

2.4. Suivi des indicateurs opérationnels

Le reporting de gestion opérationnelle du Groupe sur lequel s'appuient les dirigeants dans le cadre de leur prise de décision reste inchangé pour le cœur de métier après l'application de la norme IFRS 16. Le Groupe retient une présentation des états financiers en communication financière conforme à son reporting interne :

- avec des agrégats opérationnels (marge opérationnelle, résultat d'exploitation, cash-flow disponible) hors retraitement IFRS 16 pour ce qui concerne le core business (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location de constructions et véhicules). Le remboursement du principal des dettes de location est réintégré dans le cash-flow disponible ajusté (y-compris pour le non-core business) ;
- une ligne de retraitement IFRS 16 menant à un Résultat d'exploitation IFRS dans le compte de résultat et à un cash-flow disponible IFRS dans le tableau de flux, cette ligne s'ajoutant au retraitement IFRS 11 lié aux sociétés en contrôle conjoint, dans la continuité de la présentation des états financiers jusqu'à fin 2018.

Ces données ajustées sont celles qui sont suivies par le Management et qui figurent dans les informations IFRS 8 au paragraphe 4 « Information sectorielle ». Figure également dans ce paragraphe la réconciliation de ces données ajustées avec les données IFRS.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2019 sont les suivantes :

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Le 7 mars 2019, JCDecaux Central America Holding SA a racheté 3,41% des participations ne donnant pas le contrôle dans la société Top Media SA au Panama. Cette société qui était déjà consolidée en intégration globale est désormais détenue à 76,16 %.

Cessions de participations sans perte de contrôle

Le 20 mars 2019, Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de C.V. (Eumex) a cédé 3,70 % des parts de la société JCDecaux Out of home SA de CV (Mexique). La société reste consolidée en intégration globale et elle est dorénavant détenue à 60,0 %.

3.2. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune prise de contrôle sur le premier semestre 2019.

Les valeurs des actifs et des passifs acquis ainsi que le goodwill afférent à l'acquisition du groupe APN Outdoor fin octobre 2018 ont été déterminés de manière provisoire et vont évoluer sur le second semestre 2019 (délai nécessaire à l'affectation des goodwill qui s'étend jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle).

Le groupe APN Outdoor contribue aux six premiers mois du résultat 2019 du Groupe et n'impacte pas le résultat de la période 2018 comparative.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO),
- De l'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16.

4.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

4.1.1. Sur le premier semestre 2019

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	790,6	777,0	274,7	1 842,3
Marge opérationnelle	176,1	107,2	23,1	306,4
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	74,5	70,5	-5,8	139,2
Investissements corporels et incorporels nets	110,0	14,5	12,1	136,6

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 660,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 182,3 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 3,1 millions d'euros : 0,6 million d'euros en Mobilier Urbain et 2,5 millions d'euros en Transport.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 842,3	-190,9		1 651,4
Marge opérationnelle	306,4	-53,5	567,6	820,5
Résultat d'exploitation	139,2	-40,9	107,7	206,0
Investissements corporels et incorporels nets	136,6	-5,5		131,1

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +27,4 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -24,4 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -190,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -200,6 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +9,7 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 651,4 millions d'euros.

L'impact de +567,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +107,7 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +567,6 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -499,8 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +41,8 millions d'euros de plus et moins-values sur fin de contrat, -9,8 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +7,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

4.1.2. Sur le premier semestre 2018 (retraité)

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2018 retraité se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	742,7	659,4	241,2	1 643,3
Marge opérationnelle	163,3	58,2	15,2	236,7
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	64,3	26,8	-5,4	85,7
Investissements corporels et incorporels nets	69,7	19,8	4,7	94,2

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 479,8 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 163,5 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -0,1 million d'euros en Mobilier Urbain.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées publiées	Impact IFRS 16 ⁽¹⁾	Données ajustées retraitées ⁽²⁾	Impact des coentreprises ⁽³⁾	Impact IFRS 16 ⁽⁴⁾	Données IFRS retraitées
Chiffre d'affaires	1 643,3	0,0	1 643,3	-195,5		1 447,8
Marge opérationnelle	214,4	22,3	236,7	-53,3	474,0	657,4
Résultat d'exploitation	82,7	3,0	85,7	-41,2	58,5	103,0
Investissements corporels et incorporels nets	94,2	0,0	94,2	-4,4	0,0	89,8

(1) Impact d'IFRS 16 sur les loyers non core business.

(2) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +25,9 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -23,4 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(3) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(4) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -195,5 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -201,8 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,3 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 447,8 millions d'euros.

L'impact de +474,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 dans la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de 58,5 millions d'euros de la norme IFRS 16 dans le résultat d'exploitation se décompose en +474,0 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -416,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur fin de contrat, -8,4 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour perte à terminaison et +9,0 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

4.2. Information par zone géographique

4.2.1. Sur le premier semestre 2019

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	538,6	472,9	300,6	208,3	171,9	150,0	1 842,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

4.2.2. Sur le premier semestre 2018

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2018 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	400,2	447,4	287,6	208,3	173,2	126,6	1 643,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

4.3. Autres informations

4.3.1. Sur le premier semestre 2019

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	128,8	-6,5	554,1	676,4
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-62,2	-7,1	33,4	-35,9
Investissements corporels et incorporels nets	-136,6	5,5	0,0	-131,1
Cash-Flow Disponible	-7,8	-1,0	554,1	545,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

4.3.2. Sur le premier semestre 2018 (retraité)

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2018 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées publiées	Impact IFRS16 ⁽¹⁾	Données ajustées retraitées	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS16 ⁽³⁾	Données IFRS Retraitées
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	137,4	-4,8	132,6	-39,2	449,7	543,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-37,5		-37,5	-20,8	14,2	-44,1
Investissements corporels et incorporels nets	-94,2		-94,2	4,4		-89,8
Cash-Flow Disponible	43,2	-4,8	38,4	-34,8	449,7	453,3

(1) Remboursement de la dette relative aux contrats en cours à la date de transition qualifiés de location financement sous IAS 17.

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élevaient à 4 618,1 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2019 contre 4 518,0 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 100,1 millions d'euros. La hausse liée principalement aux nouveaux contrats est compensée en partie par la charge d'amortissement du premier semestre 2019 et des sorties anticipées de contrats.

5.2. Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le capital s'établit à 3 245 684,82 euros divisé en 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1^{er} janvier 2019 et au 30 juin 2019 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2019	212 810 350
Emission d'actions suite aux levées d'options	92 460
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2019	212 902 810

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2019.

Le Groupe détient 39 503 actions propres au 30 juin 2019.

L'Assemblée Générale du 16 mai 2019 a décidé le versement d'un dividende de 0,58 euro pour chacune des 212 810 350 actions composant le capital social au 31 décembre 2018.

5.3. Dette Financière

En millions d'euros	30/06/2019			31/12/2018 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	441,0	1 056,6	1 497,6	289,6	1 062,9	1 352,5
Instruments financiers dérivés actif	-1,8		-1,8	-4,9		-4,9
Instruments financiers dérivés passif	3,1		3,1	1,3	0,2	1,5
Instruments financiers dérivés de couverture (2)	1,3	0,0	1,3	-3,6	0,2	-3,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	132,3		132,3	112,3		112,3
Concours bancaires	-7,0		-7,0	-24,3		-24,3
Trésorerie nette (3)	125,3	0,0	125,3	88,0	0,0	88,0
Actifs financiers de trésorerie (**) (4)	57,4	0,0	57,4	81,2	0,0	81,2
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	259,6	1 056,6	1 316,2	116,8	1 063,1	1 179,9

(*) Au 30 juin 2019, le Groupe dispose de 132,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 112,3 millions d'euros au 31 décembre 2018). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 10,2 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2019, contre 8,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2019 sont constitués de 45,1 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 44,7 millions d'euros au 31 décembre 2018) et de 12,3 millions d'euros (contre 36,5 millions d'euros au 31 décembre 2018) de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait du coût amorti est le suivant (retraitements IFRS 9) :

En millions d'euros	30/06/2019			31/12/2018 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	441,0	1 056,6	1 497,6	289,6	1 062,9	1 352,5
Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9) (2)	1,2	2,6	3,8	1,2	3,2	4,4
Dette financière économique (3)=(1)+(2)	442,2	1 059,2	1 501,4	290,8	1 066,1	1 356,9

Au 30 juin 2019, la dette financière du Groupe comprend principalement :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - o 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023
 - o 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020.
- des billets de trésorerie pour 380 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) mis en place en octobre 2018 pour un montant maximum de 500 millions d'euros.

Au 30 juin 2019, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros incluant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros permettant de réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 30 juin 2019, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

En date du 2 juillet 2019, cette ligne de crédit revolving a fait l'objet d'un avenant modifiant notamment la marge applicable et la maturité. La marge sera ainsi calculée en fonction de la notation financière de JCDecaux SA et non plus en fonction du ratio dette nette / marge opérationnelle. De plus, la maturité de la ligne a été étendue à juillet 2024 avec deux extensions possibles d'un an.

JCDecaux SA dispose également d'un programme de NEU MTN (Negotiable European Medium Term Notes) d'un montant maximum de 500 millions d'euros enregistré en octobre 2018 auprès de la Banque de France qui pourra être utilisé pour ses besoins futurs.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 12 avril 2019, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

5.4. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élevaient à 5 224,0 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 5 192,9 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 31,1 millions d'euros. La hausse principalement liée aux nouveaux contrats est compensée en partie par les remboursements intervenus sur le semestre et des sorties anticipées de contrats.

5.5. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 1 651,4 millions d'euros sur le premier semestre 2019 comparativement à 1 447,8 millions d'euros sur le premier semestre 2018, soit une hausse de 14,1 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 483,0 millions d'euros sur le premier semestre 2019 (contre 1 298,9 millions d'euros sur le premier semestre 2018) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 168,4 millions d'euros sur le premier semestre 2019 (contre 148,9 millions d'euros sur le premier semestre 2018).

5.6. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2019, le résultat d'exploitation s'élève à 206,0 millions d'euros contre 103,0 millions d'euros sur le premier semestre 2018. Cette augmentation est principalement liée à l'amélioration de 163,1 millions d'euros de la marge opérationnelle et à l'effet positif sur le premier semestre 2019 des renégociations de contrats de location core business d'un montant de 41,8 millions d'euros. Ces effets favorables sont compensés en partie par la hausse de la charge d'amortissements de -102,6 millions d'euros y compris l'effet périmètre d'APN Outdoor.

5.7. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2019, le résultat financier s'élève à -98,5 millions d'euros contre -83,0 millions d'euros sur le premier semestre 2018. Cette diminution provient principalement de l'augmentation des charges financières sur loyers IFRS 16 pour -11,8 millions d'euros.

5.8. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -35,2 millions d'euros contre une charge de -4,8 millions d'euros sur le premier semestre 2018. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 32,0 % sur le premier semestre 2019.

5.9. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2019, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 8,9 millions d'euros contre 8,8 millions d'euros sur le premier semestre 2018, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 29,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019 contre 30,4 millions d'euros sur le premier semestre 2018.

5.10. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 14,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2019 contre 3,0 millions d'euros sur le premier semestre 2018. Cette variation est principalement liée à l'effet positif sur le premier semestre 2019 des renégociations de contrats de loyers.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements de loyers, baux, redevances fixes et fixes en substance et minima garantis donnés dans le cadre de l'exploitation courante figurent désormais en application d'IFRS 16 au passif de l'état de situation financière pour leur valeur actualisée, à l'exception des loyers fixes des contrats signés au 30 juin 2019 et ne commençant qu'à partir du 1er juillet 2019, non compris dans la dette locative.

La principale source d'évolution significative au niveau des autres engagements hors-bilan au 30 juin 2019 par rapport au 31 décembre 2018 est une augmentation de l'ordre de 60 millions d'euros des garanties de marché données dans le cadre de la signature de nouveaux contrats.

7. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2019 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2019.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Les engagements hors bilan de loyers avec les parties liées sont dorénavant, en application d'IFRS 16, au passif de l'état de situation financière pour leur valeur actualisée et n'ont pas varié de façon significative sur le premier semestre 2019.

Au 30 juin 2019, les autres relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2018. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2018.

9. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

JCDecaux S.A.

Siège social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine
Capital social : € 3 245 685

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Changement de méthodes comptables » de l'annexe qui expose les incidences de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » sur les comptes consolidés intermédiaires résumés.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense, le 25 juillet 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Grégoire Menou
Associé

Frédéric Quélin
Associé

Aymeric de la Morandière
Associé

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-François Decaux

Président du Directoire et Co-Directeur Général